

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Les réformes à la trappe

Une réforme pour renforcer la démocratie. La promesse est de Bouteflika et date de 2011. Dans un contexte marqué par le «printemps arabe» et de vives tensions sociales, le président de la République promettait une révision de la Constitution qui garantisse davantage d'ouverture. Les enjeux ne sont plus les mêmes et le projet de révision n'obéit plus aux mêmes desseins.

Nawal Imès Alger (Le Soir) - Ouverture du champ politique, agrément de nouveaux partis et une plus grande marge de manœuvre pour la société civile. Ces promesses auront très peu résisté aux impératifs des uns et aux ambitions des autres.

En 2011, dans un discours télévisé, le président de la République annonçait l'ouverture d'un «vaste» chantier dans un contexte marqué par un grand mécontentement populaire.

Au plan régional, le «printemps» menaçait d'embraser tous les pays arabes.

L'Algérie était alors désignée comme le pays destiné à son tour à connaître de profonds bouleversements. Au plan social, plusieurs secteurs étaient secoués par des mouvements de grève.

Aux revendications salariales étaient venues s'ajouter celles relatives aux libertés syndicales bafouées de manière régulière. Sur le front politique, des partis politiques

et des associations de défense de droit de l'Homme avaient lancé une initiative consistant à se rassembler tous les samedis pour imposer un changement de régime. Des manifestations réprimées par la police.

L'initiative s'est peu à peu essouffée mais le pouvoir ne pouvait rester plus longtemps insensible aux pressions, notamment celles de l'étranger.

Les pays du Maghreb étaient particulièrement ciblés et dans une tentative de sauver les apparences, le projet de réformes a été alors présenté comme une alternative. Les relais du pouvoir se sont évertués à rappeler que le peuple algérien, trop éprouvé par une décennie de terrorisme, était plutôt avide de stabilité.

C'est dans ce contexte que le président de la République prononçait le 15 avril 2011 son discours.

Que reste-t-il aujourd'hui de ses engagements ? Plus

de deux années plus tard, l'ouverture promise est toujours une vue de l'esprit.

Si le ministère de l'Intérieur a en effet agréé quelques formations politiques, il n'en demeure pas moins que le champ politique est plus que jamais verrouillé.

Les partis fraîchement agréés avaient pu prendre part aux élections législatives.

Certaines formations auront réussi à intégrer le Parlement au prix d'alliances contre nature, de marchandage mais surtout grâce à la volonté du pouvoir de les voir siéger dans une Assemblée «plurielle».

Elles y remplissent le rôle qui leur a été assigné : celui de donner l'illusion d'un pays où toutes les sensibilités politiques sont présentées.

Au plan social, les tensions sont toujours les mêmes. Les travailleurs se font plus revendicatifs tandis que leurs représentants syndicaux ne sont toujours pas reconnus en tant que partenaire social méritant d'être consulté ou écouté.

La révision de la Constitution obéit aujourd'hui à des considérations tout autres. Le pouvoir ne s'embarasse plus de l'image qu'il peut donner à l'international. L'urgence est aujourd'hui



Photo : Samir Sid

Le Président Abdelaziz Bouteflika.

ailleurs. La révision de la Constitution en cours s'apparente à un coup de force qui servira des ambitions personnelles.

Plus question d'ouverture politique ni médiatique. La mouture serait sur le bureau

du président de la République. Il y serait question de prolongation de mandat et de création du poste de vice-président. En deux années, les priorités et les enjeux auront radicalement changé.

N. I.

SAHNOUNI À PROPOS DU DÉMEMBREMENT DU DRS :

«C'est notre proposition»

Les anciens du FIS dissous n'ont pas manqué de se réjouir des tapes inamicales portées par Bouteflika au DRS. Pas surprenant qu'ils s'hérissent le poil, eux qui, sans Bouteflika et sa réconciliation nationale, n'auraient jamais vu leur déroute militaire transformée en grande victoire politique. El Hachemi Sahnouni clame même que le chef de l'Etat, en démembrant le puissant service de renseignement, accédait en fait à une demande islamiste.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Au chœur des laudateurs de tous bords qui s'étaient empressés d'applaudir la décision de Bouteflika ne manquait jusque-là que la voix des islamistes radicaux, incarnés aujourd'hui dans le courant salafiste.

L'incantation jubilatoire est finalement venue d'El Hachemi Sahnouni, l'ex-dirigeant de l'ex-FIS.

Dans une déclaration au journal *Ennahar*, Sahnouni s'inscrit en faux contre des commentaires et des analyses qui se sont rejoints à établir une relation entre les changements opérés au niveau de l'institution militaire et l'élection présidentielle prochaine.

Selon lui, en opérant des tailles dans le DRS, auquel sont désormais soustraits trois services importants, Bouteflika ne faisait que répondre à



Photo : Samir Sid

El Hachemi Sahnouni, ex-dirigeant de l'ex-FIS.

une doléance formulée par la mouvance islamiste, la radicale y compris, donc, lors des consultations autour de la révision de la Constitution.

Des consultations, pour rappel, conduites par le Premier ministre Abdelmalek Sellal. A moins que ce ne soit un pur mensonge qu'il sert — il en est capable — Sahnouni nous apprend que la mouvance qu'il représente a été associée aux consultations, contraire-

ment à ce qu'avait affirmé Sellal, à savoir que ses invitations n'ont concerné que les entités légales.

«Notre mouvance a suggéré au Président Bouteflika de procéder à la restructuration de l'armée, notamment de la renvoyer à ses strictes missions constitutionnelles, à travers son éloignement total du champ politique», a-t-il soutenu. Ainsi donc, ce sont les islamistes radicaux qui ont inspiré à

Bouteflika sa décision. Mais alors pourquoi leur ferait-il une telle fleur et pourquoi en ce moment précis ? Il n'étonnerait pas de découvrir que la contrepartie de cette disponibilité de Bouteflika pour la suggestion des islamistes radicaux confine en le soutien négocié de ces derniers à son plan de bataille pour les prochaines présidentielles.

S. A. I.